

Amélioration de l'accès à l'eau potable avec des technologies à faible cout et sa gestion publique locale dans les communes rurales de la Région de Saint-Louis. Sénégal – Projet AWA

1. Résumé exécutif de l'évaluation

Le projet « Amélioration de l'accès à l'eau potable avec des technologies à faible cout et sa gestion publique locale dans les communes rurales de la Région de Saint-Louis. Sénégal – Projet AWA », financé par l'Agence Andalouse de Coopération Internationale au Développement (AACID) a été réalisé par le Fond Andalous de Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI) et ses contreparties locales : l'Agence Régionale de Développement (ARD) et la Division Régionale de l'Hydraulique (DRH) de Saint-Louis.

A la date de l'élaboration du présent rapport, les infrastructures créées, équipées et fournies font déjà partie du patrimoine public du Sénégal de façon reconnue. La responsabilité desdites infrastructures repose sur la DRH, sa brigade de puisatiers, l'ARD, les Communes de Gamadji Saré et Dodel, le Département de Podor et les Comités de Gestion des six localités bénéficiaires. Dans les points suivants du rapport d'évaluation le rôle de chacun de ceux-ci sera détaillé.

Le document qui se présente est l'évaluation réalisée dudit projet par l'équipe INCIDEM entre le 19 octobre 2016 au 28 février 2017.

Le suivant résumé présente les éléments considérés les plus significatifs en tant que résultats de l'exercice évaluateur, étant ceux qui suivent :

1.1. Accomplissements et aspects à améliorer

De manière générale :

- L'intervention a été réalisée adéquatement dans chacune de ses phases : identification, formulation, exécution, suivi, clôture et transferts.
- Le projet est très pertinent.
- L'efficacité est satisfaisante. L'appropriation pourrait être améliorée en comptant avec un effort de cofinancement ou apport de fonds de la part des autorités locales sénégalaises.
- La soutenabilité est assurée à moyen terme, tant que la maintenance des installations est assurée et la qualité de l'eau s'intègre dans le système hydrologique sénégalais aussi bien public comme privé. Il serait souhaitable la diversification de la formation technique à d'autres groupes de la population (jeunes).
- L'impact peut se mesurer à long terme et pour cela il devrait exister une ligne de base qui intègre des indicateurs de santé.

Le principal accomplissement du projet est d'avoir changé la vie de plus de 3.000 personnes et leur garantir un droit humain principal comme le droit de l'accès à l'eau potable de bonne qualité. Cette atteinte va bien au-delà du résultat programmé car il existe des villages proches à

la zone d'intervention qui vont obtenir de l'eau potable dans ceux-ci, ainsi que des populations qui retournent aux communautés bénéficiées. De plus, il faut compter avec la population qui se bénéficie du point d'eau supplémentaire installé dans le cadre du projet par rapport au nombre programmé.

La technologie a été introduite avec des bons résultats et actuellement la population se fournit une moyenne de 100 litres par famille et par jour en l'employant pour la lessive et le ménage, l'hygiène personnelle et la consommation humaine. On a estimé un niveau de croissance démographique dans la zone d'intervention.

Avec le projet on a couvert une partie des besoins en fourniture d'eau potable dans les collectivités locales de Podor. Cependant il se doit garantir la prévention et la qualité de l'eau au-delà du projet pour que les bénéfices se maintiennent dans le temps.

La justification retombe principalement sur le fait que l'état sénégalais vise comme objectifs de ce secteur les plus grands villages. Ce projet couvre une aire significative géographiquement, composée par petits villages de moins de 500 habitants avec une situation très précaire de pauvreté extrême et qui sont délaissés par le secteur publique.

Les installations nécessaires pour atteindre ces accomplissements consistent en 6 forages réalisés avec une technologie à faible coût, lesquelles jusqu'à présent se trouvent en parfait état. La manipulation et gestion de ces installations a été renforcée par des actions de formation et sensibilisation.

1.2. Valeur ajoutée importante, apportée par le projet, ainsi que par la présence du personnel du FAMSI dans la zone :

- L'activité a été maintenue de façon permanente à travers le personnel du FAMSI. La qualité du travail est mise en valeur par les acteurs locaux. Une administration et gestion adéquate a été réalisée aussi localement.
- Un point d'AEP a été réalisé supplémentaires à la programmation initiale.
- Le personnel technique formé fait partie de la structure institutionnelle en charge du secteur hydraulique.
- Le projet a réussi à établir une dynamique de travail conjointe des contreparties locales du secteur hydrologique et le développement, à travers des mécanismes de coordination qui se sont vus améliorés de façon progressive tout au long du projet.
- Les acteurs sociaux présents dans le territoire ont été impliqués. Le composant de sensibilisation a été réalisé par l'ONGD Le Partenariat, spécialistes dans la matière.
- Dotation d'assainissement par la construction de latrines dans un centre scolaire et connexion de celui-ci à un des points d'AEP par l'implication du Le Partenariat (Localité de Moundawaye).
- Le renforcement de la diffusion et la visibilité du projet et de l'AACID à travers un documentaire émis dans la TV sénégalaise et le programme « Solidarios » de Canal Sur émis en juin et septembre 2015. La visibilité a été aussi réalisée à travers la page web : andaluciasolidaria.org avec de nombreuses nouvelles.

On a pu vérifier que ce projet fait partie d'un axe central du FAMSI comme le renforcement du secteur public local. Ce projet est rétro-alimenté par l'apprentissage de projets similaires réalisés en Mauritanie, dans une zone proche du pays voisin. Une zone dans l'autre rive du fleuve Sénégal, qui traverse la frontière entre les deux pays et qui compte avec des caractéristiques géologiques du sol très similaires. Après la finalisation de ce projet, on observe que le domaine d'intervention de ce genre de propositions continue à être ouvert et qu'il est très large, considérant que la totalité des besoins d'accès à AEP dans le territoire (Podor) n'a pas été couvert.

On conseille continuer à investir pour fournir l'eau à la population qui reste pour couvrir, en cherchant des alliances financières tel que des entités privées, e en influençant afin d'obtenir un plus grand effort de la part du secteur public sénégalais. Il pourra être ainsi démontré que la concentration dans les actions qui incluent des apprentissages est une garantie de succès et que, contrairement à cela, la dispersion géographique et sectorielle empêche la consolidation des résultats.

Il existe depuis le début une reconnaissance explicite et claire de la part des acteurs impliqués, vers le travail que FAMSI a réalisé dans ce projet depuis le processus d'identification. Spécialement la population qui, en tant que bénéficiaire ultime des services du projet, devient le référent le plus important pour mettre en valeur ce travail. Cette assistance et travail dans la zone est également valorisée par les autorités locales positivement.

1.3. Aspects techniques d'amélioration conseillés

- Renforcer la sensibilisation a niveau institutionnel et de la population vers des aspects basiques tel que : Maintenance d'infrastructures, qualité de l'eau, importance de la soutenabilité environnementale, consommation de l'eau, etc.
- Suggérer aux autorités une observation systématique de la qualité de l'eau à travers l'analyse de qualité de l'eau chaque six mois maximum, ce qui est un élément déficient actuellement ainsi que chercher des alternatives différentes aux actuelles.
- En recommandation aux autorités locales, générer un système de maintenance des points d'eau et former à des personnes pour qu'elles puissent réaliser des maintenances préventives et correctives afin de que les populations ne souffrent pas des coupures dans le service supérieures à six heures. De cette façon la soutenabilité serait assurée ainsi que le bon état des infrastructures durant plusieurs années.
- Améliorer la définition des indicateurs pour qu'ils représentent les améliorations obtenues par les actions et ainsi pouvoir démontrer celles-ci dans la qualité de vie des populations bénéficiaires.
- Faire particulière incidence dans les interactions ce que l'eau représente dans la santé de la population bénéficiaire de l'eau potable, en employant des données de santé antérieures et postérieures aux actions pour démontrer les améliorations dans la qualité de vie et les couts

en santé que cela suppose aux institutions locales et nationales impliquées dans le projet, et pour cela, se coordonner avec les autorités de Santé.

- Systématiser la communication et coordination entre les différentes institutions impliquées et les comités locaux pour améliorer la gestion des points d'eau mis en place, ainsi que pour améliorer l'intervention en cas d'incidences/urgences résultantes de la gestion de l'eau (p.ex. la perte de qualité de l'eau). Cela devrait être corroboré dans le modèle de gestion, conjointement avec la formation en plaidoyer réalisée par l'ARD.